



Nouvelles utopies du faire et du commun dans l'espace public

Luc Gwiazdzinski

► To cite this version:

Luc Gwiazdzinski. Nouvelles utopies du faire et du commun dans l'espace public. URBIA. Les Cahiers du développement urbain durable, 2016, Imaginaires urbains, utopies et modèles : inventer le 21ème siècle ?, 19, pp.123-144. halshs-01340815

HAL Id: halshs-01340815

<https://shs.hal.science/halshs-01340815>

Submitted on 11 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nouvelles utopies du faire et du commun dans l'espace public

Luc Gwiazdzinski (*)

Urbia n°19, mai 2016, pp.123-144

« Des petites étincelles naissent les grands embrasements »
Cardinal de Richelieu (1585-1642)

En découvrant *Utopia*, l'anglais Thomas More a réussi à rendre vraisemblable et désirable une organisation sociale jusqu'alors impensable. Il ne s'agissait pourtant pas dans son esprit d'un *eu-topos*, d'un pays heureux, mais plutôt d'une *U-topia*, d'un « *pays de nulle part* » tant il jugeait improbable l'existence d'un État si parfait (Servier, 1967).

C'est toute l'ambiguïté et tout l'intérêt de cette notion réappropriée et détournée par de nombreux auteurs et chercheurs. L'utopie ne s'offre pas si facilement à l'interprétation et oscille entre la critique de l'existant et la mise en détails de son envers positif : un « *monde parfait situé sur une frontière entre réel et irréel* » (Dilas-Rochereux, 2000, p.21). C'est sans doute ce qui explique la nouvelle fortune du mot dans les colloques, publications et conversation comme clé de lecture des mondes contemporains.

La réflexion qui s'engage ici sur « les nouvelles utopies du faire et du commun dans l'espace public » s'inscrit dans une pensée en mouvement, en résonance avec le poète Edouard Glissant. « *Seules des pensées incertaines de leur puissance, des pensées du tremblement où jouent la peur, l'irrésolu, la crainte, le doute, l'ambiguïté saisissent mieux les bouleversements en cours* » (Glissant, 2005). Elle correspond à une envie de contrepied et un besoin d'entre-deux fécond, en réaction aux approches habituelles de l'utopie cristallisées autour de deux figures caricaturales : celle positive du projet d'une nouvelle société plus juste, plus fraternelle, plus généreuse et libératrice ou celle négative du projet contraignant, totalitaire, irréfléchi, inconséquent et peu sérieux (Paquot, 2007).

Définitions ambiguës et hypothèses

L'utopie, notion fondamentale de l'action planificatrice et de l'aménagement du territoire (Chalas et Soubeyran, 2009) n'est pas simple à définir. Mystérieux et attirant, le terme « *utopie* » est chargé de significations et d'ambiguïtés. Le mot qui signifie étymologiquement « *sans lieu* » perturbe le géographe habitué à dresser les cartes et à délimiter les territoires. Dans le langage courant l'utopie est aussi une représentation d'une réalité idéale et sans défauts. Enfin, c'est une réalité difficilement accessible. En ce sens qualifier quelque chose « d'utopique » consiste à le disqualifier et à le considérer comme irrationnel. Deux critiques sont traditionnellement adressées à la pensée utopique à la fois irréaliste et dangereuse (Jonas, 2008). La première stigmatise son irréalisme foncier, en la présentant comme l'expression de rêveries chimériques, sans possibilité de réalisation dans le monde réel. La deuxième y voit une tentation totalitaire, en mettant en avant les fantasmes d'un homme parfait et d'une société réconciliée qu'elle charrie. Nous adopterons la définition de l'« *utopie* » proposée par Paul Ricoeur (Ricoeur, 2005) en opposition

à l'idéologie, comme une force de changement qui tente de briser la suprématie de l'actuel sur le possible. Alors que l'idéologie vient légitimer le réel, l'utopie se manifeste comme une alternative critique à ce qui existe. Si l'idéologie préserve l'identité des personnes ou des groupes, l'utopie, pour sa part, explore ou projette du possible. Toutes deux se rapportent au pouvoir et font partie de notre identité, mais la première est orientée vers la conservation, la seconde vers l'invention. Nous formulons l'hypothèse qu'une utopie modeste émerge actuellement dans l'espace public, une utopie du faire et non du rêve. En ce sens « *l'idéal s'identifie pour une part avec le possible* » (Larousse, 1870) et le rêve n'est plus impraticable.

Première exploration

La proposition repose sur l'exploration de la substance de « *la vie quotidienne, l'humble et riche matière humaine, qui traverse toute aliénation et fonde la désaliénation* » (Lefebvre, 1947, p.109). Elle s'appuie sur l'observation de l'émergence progressive en ce début de 21ème siècle de différentes formes de mobilisations, d'occupations, « *d'appropriations* » (Lamarche-Vadel, 2015) voire d'« *empowerment* » comme pratique émancipatrice (Bacqué et Biewener, 2013).

Contexte particulier. Ces mobilisations se développent à un moment particulier de l'histoire de nos sociétés où autour de nous, personne ne croit plus en la toute puissance de la politique, de la science, de la raison, de la technique, du progrès et aux lendemains qui chantent. Elles interviennent dans une période où sont posées les questions de « *l'être ensemble* » et du collectif dans une « *société liquide* » (Bauman, 2000) où tout est mobile, fluctuant et affaire individuelle, et dans un « *présent liquide* », axé sur le culte de l'éphémère et des projets à court terme. Elles émergent à un moment où la crise de l'environnement a provoqué en aménagement une montée en charge de la question des risques et de l'incertitude (Chalas et Soubeyran, 2009) et alors que nous redécouvrons que « *ce dont manquent le plus les hommes, c'est de justice certes, d'amour sûrement mais plus encore de signification* » (Ricoeur, 1966, p.189). Elles questionnent la ville, lieu par excellence « *de maximisation des interactions sociales* » (Claval, 1981 p.4). Elles interpellent le géographe qui sait que ses cartes sont démodées, s'interroge naturellement sur les lieux et les moments communs possibles pour « *faire ville* » ou « *faire société* » et cherche d'autres mots pour dire l'individu, les organisations, la société, le territoire ou l'environnement.

Emergences. Cette première exploration ne porte pas sur les rituels défilés syndicaux ou sur les manifestations qui soudent une génération contre un projet de réforme de l'école, du contrat de travail, de l'université, des retraites ou de la sécurité sociale. Elle ne s'intéresse pas aux rassemblements qui s'opposent à une réforme sociale (*Manif pour tous* en 2013), s'indignent des résultats de l'extrême droite (mai 2002) ou se recueillent face à la violence (*Marche républicaine* du 11 janvier 2015). Elle ne propose pas non plus un inventaire de toutes les expériences alternatives s'apparentant aux utopies qui ont fleuri depuis une cinquantaine d'année (communautés, crèches parentales, systèmes d'échanges locaux, amap, etc.). Elle s'attache plutôt aux occupations spectaculaires de places publiques, de bâtiments, de portions de territoires et des expérimentations « *basées sur la discrétion, la fragilité, la simplicité, l'ouverture, le partage et la solidarité, accueillent également l'incertitude structurelle et structurante de notre quotidien* » (Gwiazdzinski et Frérot, 2015). Elle s'intéresse plus spécifiquement à celles qui, plus récemment,

s'approprient les espaces publics, fabriquent des « *communautés d'expériences* » (Dewey, 1934), des territorialités ou spatialités temporaires, des « *temps communs* », des « *situations* » - au sens de Guy Debord - et contribuent à leur manière à changer le monde ici et maintenant, des utopies debout et en actions. Elle s'intéresse aux porteurs de « *l'âge du faire* », du titre de ce journal militant qui témoigne des expériences alternatives en matière de réappropriation de l'économie, de création de lien social, d'écologie et d'engagement citoyen.

Formes et figures multiscalaires

L'utopie prend la forme d'expérimentations temporaires localisées à travers l'occupation d'espaces publics ou d'autres manifestations, mobilisations, résistances, contestations et appropriations temporaires et réticulaires liées à différents problèmes, besoins ou espoirs. Depuis quelques années, on a pu repérer dans les rues et sur les places des villes d'ici et d'ailleurs l'émergence de nouvelles formes de mobilisations et d'occupations temporaires des espaces publics depuis l'installation des tentes des *Enfants de Don Quichotte* sur le canal Saint-Martin en 2006 jusqu'à la *Révolution des parapluies* de Hong Kong en 2014. Entre résistance, indignation et désobéissance, elles rejoignent d'autres formes plus modestes, plus éparpillées et souvent plus pérennes d'appropriations comme les « occupations potagères », l'occupation de logements, les squats de subsistance, les campements de SDF et les ZAD, ces « zones à défendre » qui ont surgi face à différents projets d'aménagement et d'infrastructures. L'espace occupé est à la fois un territoire et une scène de résistances et d'alternatives.



Figure 1: Nuit debout, Grenoble 2016. (photo : auteur)

Indignation et occupations de places. Dans le détail, on identifie en premier lieu les mouvements de contestation de l'appropriation privée et étatique et, plus particulièrement, le mouvement d'occupation des « places » à travers le monde très bien relayé par les réseaux sociaux et les médias : *Occupy Wall Street*, les *Indignados* espagnols en 2011, Athènes ou le *Printemps érable* du Québec ou *Nuit debout* en 2016 à Paris et dans de nombreuses villes de l'hexagone (*figure 1*). On pense également à l'occupation de places du *Printemps arabe* dès 2010 en Tunisie, en Egypte, en Lybie, tous ces mouvements à forte dimension sociale dont les principales causes sont le manque de libertés individuelles et publiques, la kleptocratie, le chômage, la misère, le coût de la vie élevé et un besoin de démocratie (Korotavev et Zinkina, 2011). On ne peut oublier les images de la *Révolution ukrainienne* sur la place de l'indépendance, celles de la place Taksim à Istanbul en 2013 ou de la *Révolution des parapluies*. Pour certains (Harvey, 2012) qui rappellent la longue histoire des insurrections urbaines et s'inscrivent dans le sillage d'Henry Lefebvre, elles seraient la marque d'une revendication toujours renouvelée au « droit à la ville » (Lefebvre, 1968).

Résistances et zones à défendre. Au cours des dernières années on a également vu émerger des formes d'occupation et de résistance territorialisées face à des projets d'aménagement sous la forme de Zones à défendre (ZAD), détournement du sigle urbanistique ZAD « Zone d'aménagement différé ». Sur ces sites français, les militants opposés à la réalisation de projets jugés inutiles, dangereux, coûteux et nuisibles à l'environnement bloquent les chantiers et organisent des foyers de résistance avec une occupation physique, ici et maintenant. C'est notamment le cas dans la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), le barrage de Sivens (Tarn), la « ferme des 1 000 vaches » à Ducrat (Somme), le Center Parc de Roybon (Isère) ou le Grand Stade à Lyon. Même si le processus législatif et réglementaire a été respecté, les militants contestent la légitimité du projet avec un argumentaire huilé : « période de débat insuffisante ; faiblesse du contenu des débats ; acteurs concernés qui n'ont pu s'exprimer ; décideurs agissant de manière opaque, mentant par omission ou soupçon de conflit d'intérêt des experts »¹. Les « zadistes », engagés dans l'occupation revendiquent un fonctionnement horizontal, sans porte-parole. Autonomes, rêvant à voix haute d'autonomie durable, ils occupent les sites, vivent sur place dans des bâtiments existants ou dans des habitats précaires. Ils peuvent s'installer dans la durée mais circulent également d'une ZAD à l'autre, en fonction des besoins. On les qualifie parfois d'utopistes : « Certains des occupants sont en pleine utopie, arrivant comme s'ils étaient dans une zone vide, où seules leurs règles importeraient » (Losson, De La Casinière et Mouillard, 2014). Ils militent *in situ* en parallèle aux associations classiques qui mènent un travail de contre-expertise et de recours judiciaires. Ils « résistent en habitant » pour reprendre la terminologie utilisée par le géographe Mathieu Giroud (2007) pour qualifier les luttes dans les quartiers populaires. Ces campements autogérés sont occupés en permanence par quelques militants et investis occasionnellement par d'autres zadistes venus de toute l'Europe. On « glocalise » en bricolant, en cultivant quelques légumes, en montant des spectacles, mais aussi en débattant tout le temps d'ici et d'ailleurs, du local et du global. Sous une autre forme, l'installation de collectifs au sein des camps de migrants comme dans la *Jungle de Calais* en février 2016, peut être associée à ces modes de résistances et d'occupations internationalisées où militants, associatifs, migrants et artistes se mêlent et s'entremêlent.

¹ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Zad.htm>

² <http://guerilla-gardening-france.fr/wordpress/>

Appropriations citoyennes et guérillas potagères. À une autre échelle encore, on a vu se développer les actes de « *Guerilla Gardening* » ou « guérilla jardinière/potagère » en français, mouvements de réappropriation d'espaces délaissés au profit d'une émergence végétale. On découvre ces actes de résistance pirate et potagère, ces formes d'« occupations » souvent portés par la « *génération végétale* » (Bastien, Barbouret, Debarge et Le Nestour, 2013) dans toute la France et notamment à Grenoble avec les « *jardins d'utopie* » sur le campus universitaire de Saint-Martin d'Hères ou à Strasbourg où des collectifs installent, jardins, poulaillers et baraquements sur des espaces appartenant aux pouvoirs publics. « *Nous n'attendons pas d'autorisation particulière pour aller jardiner ces espaces qui sont souvent délaissés depuis déjà trop long- temps* » peut-on lire sur le site Internet de *Guerilla gardening France*². Les militants souhaitent repenser la ville et les espaces publics qui nous entourent avec des objectifs larges mais ciblés : se battre contre la privatisation ou le délaissement des terres, retrouver le contact avec la terre ou les gestes du jardinage, se faire plaisir, rencontrer ses voisins de manière conviviale, expérimenter l'agriculture urbaine ou faire du *Street art* végétal. Certains militants finissent parfois par résider sur place dans des tentes ou abris de fortune accolés aux jardins.

Occupations d'immeubles. Même si elles ne concernent pas les espaces publics et que ces formes d'occupations plus classiques sont déjà très étudiées, on ne peut oublier les occupations pour des questions d'urgence, les *squats* ou les opérations spectaculaires d'occupation de bureaux vides scénarisées par des collectifs comme Jeudi noir. Pour une majorité de squatteurs, l'occupation est liée à la précarité. Certains squats participent également à un modèle d'économie alternative et mettent en pratique l'idée de refus de la propriété privée et le partage des ressources, pour se ré-approprier son temps de vie. Les militants expérimentent des formes d'organisations sociales basées sur des valeurs d'usage pour le bien commun et cherchent à promouvoir des alternatives culturelles et politiques par le biais de l'autogestion.

Autres pratique et expérimentations. Ces acteurs et citoyens ne sont pas les seuls à la manœuvre sur l'espace public et dans l'éprouver. Ils ne sont pas les seuls à fonctionner selon les principes de la « *machine de guerre* » définie par Gilles Deleuze et Felix Guattari (1980) et à tenter de reconquérir un territoire de liberté. Leurs démarches sont en résonance avec une mode actuelle qui valorise l'expérience corporelle et le sensible. Partout dans les villes, des habitants posent des actes dans l'espace public. Ils préfèrent intervenir que participer. À l'exemple d'organisations comme la 27ème région, ils préfèrent les « *do-tank* » aux « *think-tank* ». Les dispositifs, les protocoles et les vocabulaires s'hybrident. Des « *géo-artistes* » (Gwiazdzinski, 2006) aux parcours croisés et aux formations différentes (designers, scénographes, artistes de rue, danseurs-chorégraphes, artistes lumière, plasticiens contextuels, architectes, urbanistes, géographes, etc.) développent des actions artistiques et citoyennes dans l'espace public. Des journalistes et des romanciers s'installent en résidence dans les territoires (Aubenas, 2010) ou partent sur les routes de Compostelle (Rufin, 2013) ou des Alpes (Baecque, 2013). Des nouvelles activités sportives, culturelles, ludiques comme le « *parkour* » ou *art du déplacement* ou l'exploration urbaine s'approprient temporairement l'espace public. Partout des événements comme les *Nuits blanches*, la *Fête des voisins*, les brocantes et autres vide-greniers participent à l'émergence de la figure de « *la ville événementielle* » (Gwiazdzinski, 2009) qui permet de « faire société, quartier ou famille ».

² <http://guerilla-gardening-france.fr/wordpress/>

Points communs

Outre leur diffusion progressive dans le champ entier de la vie quotidienne, qui contraste avec la dimension ponctuelle des expériences essentiellement idéologiques des années 1970 et 1980 (Magnaghi, 2000), ces expériences présentent un ensemble de points communs.

Expériences collectives. Ces manifestations et occupations temporaires où chaque participant est acteur, sont collectives et revendiquées comme telles. Ascendantes et participatives, elles prennent la forme de réappropriations collectives de l'espace ici et maintenant. Ces collectifs militants forment des « *communautés d'expérience* » au sens de John Dewey (1934). Elles sont souvent ludiques et festives malgré les enjeux. Elles mobilisent naturellement le corps et les sens. Ouvertes, bigarrée et mobiles, elles ne peuvent pas être confondues avec les « *utopies communautaires de type régressif* » (Magnaghi, 2000, p.58). À travers le refus, la résistance, l'occupation et la mobilisation territorialisée, ces expériences annoncent plutôt l'avènement d'une « *communauté possible* » (Busino, 1978), ouverte, formée d'identités différenciées, solidarisées par un projet commun et par la volonté de reconstruire un nouvel espace public et des communs.

Mobilisations croisées sur la toile. Ces mouvements de contestation qui prennent une dimension physique et territoriale sont augmentées par la mobilisation croisée sur Internet et les réseaux sociaux et la circulation des personnes mobilisées d'un lieu à l'autre. Parfois les manifestations citoyennes réussissent à se synchroniser à l'échelle internationale comme le 15 octobre 2011 dans le cadre du mouvement des indignés en rassemblant plus de deux millions de personnes dans plus de 90 pays à travers le monde. Une partie des dispositifs mis en place s'inscrivent dans une démarche de communication, *urbi et orbi*, avec la ville et avec le monde. Les mobilisations sont fortement médiatisées par les participants eux-mêmes, voire « *spectacularisées* » au sens de Guy Debord (1967) et les artistes sont souvent associés.

Esthétique de la bricole, du temporaire et du fragile. Ces manifestations et occupations participent à la production d'une esthétique, au sens d'« *ensemble des caractéristiques qui déterminent l'apparence d'une chose, souvent synonyme de design ou d'aspect physique* »³. Le recyclage, le modeste, le frugal, sont naturellement présents quand il faut habiter le lieu, dormir et manger sur place avec les moyens du bord. Dans les occupations ou aux alentours, entre mobilier de récupération et disco soupe, une esthétique de la bricole, du temporaire et du fragile s'impose (figures 1, 2 et 3). Les palettes se mélangent aux tentes, aux bâches, équipements de camping et camions. Sur les places comme dans les squats ou dans les champs se déploient abris précaires, tentes, bâches, mais aussi graffitis. Cette esthétique participe sans doute au sentiment d'appartenance, voire à l'émergence d'une « *citoyenneté visuelle* » (Morgan, 2005) qui aide à définir l'identité d'une communauté. Ces contributions visuelles, narratives, ou spectaculaires contribuent à ce qu'Allen F. Roberts (Roberts, 2013), qualifie de « *refabulation* » des espaces et des dynamiques territoriales.

Agencements temporaires et scènes. Les formes prises par ces dispositifs temporaires qui nécessitent une approche chronotopique et multiscalaire, peuvent être décrites de différentes manières. On peut parler d'« *agencements* » (Deleuze et Guattari, 1975, p.112) comme arrangements et dispositions ou de « *territorialités temporaires* » (Gwiazdzinski, 2016, p.41) pour décrire ces occupations. C'est sans doute la notion de « *scènes* » qui paraît la mieux adaptée

: « associant à la fois un groupe de personnes qui bougent de places en places, les places sur lesquelles ils bougent et le mouvement lui-même » (Straw, 2002, p.246).



Figure 2 : Barricade Nord de la ZAD de Roybon. (photo : Maxime Renaud Frachon, IGA, université Grenoble Alpes)

Partage et ingéniosité. Les militants ont souvent en commun le « faire » en lien avec la culture *Do it Yourself* (Hein, 2012), l'économie du partage ou collaborative. Ils sont souvent sur le recyclage, pratique de proximité ancestrale redevenue désirable face à la crise écologique. Ils s'inscrivent dans une démarche d'innovation ordinaire. Le modeste, le frugal, l'art de concevoir des solutions ingénieuses, « *faire plus avec moins* » (Radiou, Prabhu et Ahuja, 2012, p.7) sont souvent mis en avant et en action.



Figure 3 : La jungle de Calais. (photo : auteur)

Fabrique d'espace public temporaire. Les occupations sont une réappropriation de l'espace public et une réinvention dans une ville contemporaine, esthétisée, marchandisée et fonctionnalisée. Dans l'entre-deux et hors les murs, l'espace public métamorphosé par l'occupation et l'expérimentation devient à la fois le lieu de croisements et de rencontre, espace de débat et d'affrontement, front avancé de la société, « *scène* » (Straw, 2002) et habitat au sens d'Eric Dardel (1952) pour qui « l'habiter » n'est pas seulement du logement mais un mode de connaissance du monde et un type de relations affectives loin d'une approche abstraite ou technocratique de l'espace. Ces actions ont « l'espace public » en commun, à la fois terrain de jeu et d'expérimentation. L'« *espace public* », « *potentialité du devenir politique* » au sens d'Habermas (Paquot, 2009) dans cet entre-deux. Les « *espaces publics physiques* » de l'urbaniste sont métamorphosés par les occupations. Internet est convoqué, les communautés se croisent, les mobilisations virtuelle et matérielle se nourrissent l'une l'autre, les collectifs s'hybrident loin des caricatures. Ils nous invitent à imaginer une nouvelle dimension de la notion d'espace public comme « *lieu du faire* » dans le sens de « *fabriquer ensemble* », dans l'esprit des *Makers* (Anderson, 2012). Avec eux, l'espace public est une épreuve, un lieu d'expérimentation qui permet d'habiter au sens d'exister, c'est-à-dire de faire l'expérience de la présence en un lieu (Maldiney, 2007). L'occupation manifeste d'abord la volonté d'incarner physiquement et matériellement le rapport oppositionnel de la part de personnes habituellement définies en termes de manque, de dépossession ou d'incapacité : sans-logement, précaires, travailleurs pauvres, migrants ou jeunesse précarisée. En second lieu, l'occupation signe une réappropriation de l'espace public de la ville. Elle (ré)invente un espace public qui n'a quasiment plus de réalité.

Enfin, ils inventent une gestion démocratique de la vie quotidienne et une capacité à construire les « communs » indispensables à la vie et au développement de la communauté. Ils peuvent se rapporter également les uns aux autres, « *comme si nous étions déjà libres* » (Graeber, 2014).

Tiers lieux et communs oppositionnels. Ils prennent également la forme de « tiers lieux » (Oldenburg, 1989 ; Burret, 2015), de nouveaux « lieux transactionnels » et dialogiques temporaires, de nouvelles configurations « *conviviales* » au sens d'Ivan Illich (1973) renforçant « *l'autonomie de chacun* » et permettant « *d'accroître le champ d'action de chacun sur le réel* » voire de constituer un « *bien commun* » (manifeste des Tiers-lieux). Le commun qui émerge dans ces dispositifs d'occupation est le lien vivant entre, d'une part, une chose, un objet ou un lieu et, d'autre part, l'activité du collectif qui le prend en charge, l'entretient et le garde (Laval et Dardot, 2014). On peut parler avec Oskar Negt (Neumann, 2007) d'« *espace public oppositionnel* » et avec Pascal Nicolas-Le Strat (1996) de « *commun oppositionnel* » cette expérience sensible, à la portée fortement émancipatrice, cette conception substantielle du rapport critique qui puise pareillement dans des affects « négatifs » (s'opposer) et dans des affects « positifs » (communaliser), qui les conjugue pour, simultanément, dans le même mouvement critique, destituer les normes d'activité dominantes et en instituer de nouvelles. Entre peur et romantisme, « dangerosité » et « invention d'un autre monde », le regard contrasté de l'extérieur renforce l'identité de ces militants et de leurs communautés temporaires.

Emergence de zones autonomes temporaires. Certaines de ces territorialités temporaires, de ces utopies concrètes peuvent être assimilées à ce qu'Hakim Bey (Bey, 1997) a appelé des Zones autonomes temporaires (TAZ) à l'articulation entre les « Utopies pirates » du 18ème et les milieux internationaux de la « cyber-culture » du réseau planétaire du 21ème siècle. Ces « insurrections » se manifestent à qui sait la voir, « apparaissant-disparaissant » pour mieux échapper aux Arpenteurs de l'État. Elles occupent provisoirement un territoire, dans l'espace, le temps ou l'imaginaire, et se dissolvent dès lors qu'il est répertorié. Elles prennent d'assaut, et retournent à l'invisible, dans une tactique de la disparition qui ne correspond pas à toutes les formes de communs répertoriées.

Reconfiguration d'imaginaires. Face à la « misère symbolique » (Stiegler, 2013), ces mobilisations et expérimentations contribuent à un nouvel imaginaire cette « *faculté mentale composée de représentations de ce qui n'existe pas encore ou pas vraiment, et qui n'existera pas nécessairement [...] De ce fait l'imaginaire œuvre à la création de possible(s)* » (Conjard, Gros, Gwiazdzinski, Martin-Juchat et Ménissier, 2015, p.142). À leur manière, ils développent des mises en scène, des mises en récit et des fictionalisations territoriales. De manière encore éclatée mais concomitante, dans différents lieux de la planète, ils participent à une reconfiguration individuelle et collective des imaginaires, ce « *substrat de la vie mentale et dimension constitutive de l'humanité* » (Durand, 1960, p.23). Ces « scènes » à la fois locales et mondiales, mi-territoires et mi-médias, fabriquent des imaginaires géographiques, ces « *représentations, images, symboles ou mythes porteurs de sens par lesquels une société ou un sujet se projette dans l'espace* » (Bailly, 1989, p.56).

Compétences particulières

Des citoyennetés subversives émergent « *en quête d'une demeure* » (Paba, 1990, p.59). Un certain nombre de caractères communs peuvent être identifiés dès lors que l'on s'intéresse à ces militants.

Détourneurs. Sans pour autant avoir toujours lu Gilbert Simondon pour qui « *la modalité de l'imaginaire étant celle du potentiel ; elle ne devient celle de l'irréel que si l'individu est privé de l'accès aux conditions de réalisation* » (Simondon, 2006, p.56), ils éprouvent, ils réalisent et ils font, ici et maintenant. Grâce aux « *arts de faire* » (De Certeau, 1990), « *ruses* » subtiles, tactiques de résistance, ils se réappropriant l'espace et l'usage à leur façon et fabriquent une ville métaphorique qui résiste à la ville dominante, « *s'insinue ainsi dans le texte clair de la ville planifiée et lisible* » (De Certeau, 1990 p.142). À leur façon, ils reconnaissent l'importance de l'imaginaire, qui « *conjugué avec l'expérience, constitue la base même de nos géographies, nourrit les conceptions du monde et influence les pratiques spatiales*³ ».

Néo-situationnistes et ouvriers. Ils ne se contentent pas de résister et d'occuper. En vivant sur place, ils expérimentent *in situ*. « *S'attacher à ce que l'on éprouve comme vrai. Partir de là* » (Comité invisible, 2007, p.85) : la recommandation leur sied à merveille. À Notre-Dame-des-Landes par exemple, les « *zadistes* » ont mis en place des formes d'habitats collectifs et de la permaculture. Ces acteurs qui cherchent des solutions « *ailleurs que dans les livres* » (Debord, 2000) peuvent être qualifiés de « *néo-situationnistes* » (Gwiazdzinski, 2013, 2014). Ils se réappropriation du réel dans tous les domaines avec souvent l'exigence de changer le monde. Sur les places, dans les squats, comme dans leurs jardins, ils construisent des « *situations* » : « *Moment(s) de la vie, concrètement et délibérément construit(s) par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'événements* » (Internationale situationniste, 1958, p.13) d'où peuvent naître de nouveaux imaginaires. En fabriquant des situations contre lesquelles « *on se cogne* » selon les mots de Lacan, ils cherchent à se réapproprier le réel c'est-à-dire « *ce qu'on n'attendait pas et qui, sitôt paru, est depuis toujours déjà là* » (Maldiney, 2012, p.24) faisant confiance à l'épreuve des situations, de l'improvisation et de la sérendipité. Le détournement défini comme « *intégration de productions actuelles ou passées des arts dans une construction supérieure du milieu* » (Internationale situationniste, 1958, p.13) est souvent présent. La réflexion nous renvoie naturellement aux « *moments* » d'Henry Lefebvre (Hess, 2009), au choix de résistance par réappropriation consciente et critique de notre quotidien. C'est une invitation à se réapproprier nos vies, à objectiver ce qui nous objective pour ouvrir les possibles à l'image de l'Oulipo. Enfin, s'il n'est pas certain que ces acteurs « *changent le monde* », ils « *bouleversent la vie quotidienne* » et changent déjà la ville et le regard que l'on peut porter sur elle. À partir de ces situations, il transforment de simples points sur la carte du monde en « *lieux* » qui nous invitent à exister (Maldiney, 1985, p.196).

Militants expérimentateurs et bricoleurs. Dans ces dispositifs plus ou moins éphémères, ressurgissent les figures de l'amateur et du bricoleur, « *celui qui œuvre de ses mains, en utilisant des moyens détournés par comparaison avec ceux de l'homme de l'art* ». (Levy Strauss, 1962, p.26). Dans ces situations d'occupation, on mobilise les savoirs profanes et le « *vernaculaire* » (Illich, 1983). Le « *bricolage* » (De Certeau, 1990), le « *do it yourself* » (Anderson,

³ Extrait du programme du Festival international de géographie (FING) de Saint Dié

2012) et le système D sont naturellement au cœur de la mobilisation. Une « *expertise quotidienne* », des compétences distinctes de l'expertise des élites (Sennet, 2010), voire des « *savoirs contextuels* » (Magnaghi, 2014) ou « *topiques* » (Turco, 2015) émergent naturellement. Dans ces situations précaires, on redécouvre naturellement le « *vernaculaire* » dans tout ce qui tend à agencer de manière optimale (Illich, 1983) les ressources et les matériaux disponibles pour habiter, dormir, jouer, se nourrir ou se déplacer. On ne peut pas vraiment qualifier ces militants « d'activistes » au sens marxiste du terme, où l'activisme politique consiste à ne s'attacher qu'à l'action et au court terme, tout en délaissant la théorie et le long terme. En articulant le local et le global, ils font tout le contraire. Dans les discours militants, on retrouve souvent la critique de la société marchande doublée d'un désir de révolution sociale. Les notions de partage, « *d'économie de la contribution* », d'« empowerment » voire d'« *innovation par les usages* » (Von Hippel, 2005) sont également présentes. Ce sont à la fois des « *sérendipiteurs* » qui savent « *à un certain moment tirer profit de circonstances imprévues* » (Van Andel et Bourcier, 2008, p.25) ; des « *hackers* » ces citoyens modèles de l'ère du numérique ; des « *bricoleurs* » qui manquent naturellement de génie ; des « *braconniers* » (De Certeau, 1990, p.36) qui connaissent « l'art de la ruse » ; des « *ambianceurs* » qui mobilisent l'émotion et des « *créateurs* ».

Marginaux sécants. Ces militants sont souvent des sans voix, minoritaires et marginalisés (Magnaghi, 2000). Grâce aux connections qu'ils établissent territorialement entre eux et avec le reste du monde à travers *Internet* et par leurs déplacements de place en place, ils sont également des « *marginiaux sécants* » dans le sens de l'« *acteur qui est partie prenante dans plusieurs systèmes d'action en relation les uns avec les autres et qui peut, de ce fait, jouer un rôle indispensable d'intermédiaire et d'interprète entre des logiques d'action différentes, voire contradictoires* » (Crozier et Friedberg, 1977, p.73) avec des compétences, une expertise, une capacité à gérer les incertitudes des relations avec l'environnement et une capacité à communiquer.

Citoyens et jardiniers planétaires. Quelle soit la durée de ces appropriations et l'échelle des occupations, elles contribuent sans nul doute à faire émerger des « citoyens » au sens défini par Fustel de Coulanges : « *On reconnaissait le citoyen à ce qu'il avait part au culte de la cité, et c'était de cette participation que lui venaient tous ses droits civils et politiques* » (2009, p.246). Avec d'autres, ces militants obligent à poser un regard différent sur la ville, le travail et le vivre ensemble. À travers ces manifestations et occupations qui font société, ils participent à l'émergence d'une « *ville intermittente* » (Gwiazdzinski, 2012), d'une « *ville malléable* » et plaident involontairement pour la mise en place d'un « *urbanisme temporaire et temporel* ». Par le déploiement de dispositifs d'action dans l'espace public, ils rejoignent les hackers qui partout dans le monde dans de nouveaux lieux de conception, de production et de collaboration inventent un nouveau mode de produire, de travailler et de vivre ensemble (Lallement, 2015). Il sont des « *jardiniers planétaires* » au sens de Gilles Clément (2004) et s'appuient souvent sur les écrits d'Henry David Thoreau (Thoreau, 1997) pour plaider la désobéissance civile non-violente, le refus assumé et public de se soumettre à une loi, à un règlement, une organisation ou un pouvoir jugé inique, tout en faisant de ce refus une arme de combat pacifique. Le communiqué des porteurs des *Jardins d'utopie*, (potagers autogérés en face de la BU Droit-Lettres sur le campus de Grenoble) du 26 janvier 2016 explicite les enjeux de l'articulation du local au global, de la parcelle à la terre, du collectif grenoblois au monde : « *Ce n'est pas seulement des plants de cassis que nous défendons, c'est une autre vision du monde. Cette lutte n'est que la cristallisation d'enjeux beaucoup plus vastes qui concernent autant les étudiant-e-s que l'ensemble*

des habitant-e-s de l'agglomération et au-delà. Raser une parcelle des jardins d'utopie c'est s'attaquer de front aux luttes paysannes et estudiantines qui on permit d'acquérir des droits et de former une génération de personnes à la vie, à la politique, à la critique. Raser une parcelle des Jardins d'utopie c'est vouloir balayer d'un revers de main la pratique concrète de la critique contre ce monde productiviste et mortifère. Raser une parcelle des jardins d'utopie c'est s'attaquer à la jeunesse en lutte dans les Zads de toute la France et d'ailleurs. Raser une parcelle des jardins d'utopie c'est vouloir en finir sur le campus avec les initiatives étudiantes à vocations politiques et émancipatrices ».

Conclusion

Entre imaginaire et mobilisation, ces nouvelles utopies du faire et du commun, comme mille petites révolutions localisées, manquent encore assurément de visibilité sociale. Malgré leur présence dans l'espace public, leur dimension performative et leur surexposition médiatique, on ne perçoit sans doute pas encore la signification d'ensemble de ces occupations et expérimentations, ni le principe politique général qui s'en dégage. On sent pourtant confusément que quelque chose se joue dans ces petites utopies temporaires et concrètes. Par l'occupation, les manifestations et les débats, ces « *solidarité émergentes* » (Frérot, 2015) atomisées et « archipéliques », disputent petit à petit l'espace physique et l'imaginaire à l'État et au marché, à leurs institutions ainsi qu'à leurs signes, monuments, totems et célébrations.

Entre global et local, elles créent des scènes multiscalaires, un espace public politique qui dépasse très vite le cadre de la question initiale pour embrasser des thématiques plus larges et plus complexes, mélanger et croiser les revendications face à des formes multiples de domination et de discrimination, en « *intersectionnalité* » (Crenshaw, 1989). Avec l'utopie comme point de départ, elles font politique et territoire hic et nunc. Minoritaires, exemplaires et virales, elles remettent notamment en question les formes politiques professionnelles, la démocratie « représentative » ou la propriété et portent souvent sur des revendications écologiques au nom d'une démocratie « réelle », d'une économie de la contribution et de la préservation des « communs ». En ce sens, elles agissent bien comme une force de changement qui tente de briser la suprématie de l'actuel sur le possible (Ricoeur, 2005), une alternative critique à ce qui existe. Orientées vers l'invention plutôt que vers la conservation, vers le faire plutôt que vers le dire, elles explorent et projettent du possible comme un ailleurs présent et non comme un futur. Elles définissent des « situations apprenantes » - pour paraphraser l'idée des organisations et « *territoires apprenants* » (Jambes, 2001) – avec ses protocoles et dispositifs capables d'apprendre des actions de ses membres et de celles des autres. Ces occupations multiscalaires et fractales qui se déploient dans l'illégalité, la précarité, l'autonomie, et la création définissent une forme de « *pragmatisme utopiste* » voire une « *utopie concrète* » au sens d'Ernst Bloch (1982), qui permet d'inscrire les aspirations utopiques dans la matérialité du monde. Le futur n'est plus alors cet autre radical par rapport au présent : il en est à la fois la continuation et la contestation ou, autrement dit, le dépassement dialectique. Cette forme d'utopie ne serait plus un refuge hors du monde, un basculement dans l'« imaginaire », antithèse rigoureuse de la réalité. Elle ne constituerait plus le contre-point, fictif et illusoire, d'un réel « *totallement saturé, c'est-à-dire n'offrant aucune ouverture, aucune issue vers un horizon différent* » (Zarka, 2010, p.3). Au contraire, l'utopie du commun et du faire est un processus dialectique, au sein duquel les buts proches sont autant d'anticipations du but final. Les occupations contre les projets

d'infrastructures sont autant d'anticipations de l'objectif final de nombre de militants : « *un autre monde est possible* ». En s'inscrivant dans le monde réel, ces manifestations échappent aux qualificatifs de rêverie. Dans l'éprouver, le bricolage et la débrouille, elles échappent à la tentation totalitaire et au fantasme d'un homme parfait. Elles ont lieu.

Ces expérimentations in vivo, ces occupations, pratiques alternatives et luttes politiques localisées sont autant de « *lucioles*⁴ », appelant à la résistance des lieux des contre-pouvoirs face aux lumières puissantes du pouvoir. En expérimentant une utopie concrète, ces militants composent une nouvelle grammaire du vivre ensemble. Il n'est plus seulement question d'occuper, mais « *d'être le territoire* » (Comité invisible, 2007). Elles sont autant « *d'utopies du commun et du faire* » qui permettent à celles et ceux qui y participent d'exister, c'est-à-dire à « *avoir sa tenue hors de soi, dans l'ouverture* » (Maldiney, 1985 p.196) et aux autres d'imaginer un sens, une voie. Utopiste debout.

Bibliographie

- Anderson, C. (2012). *Makers. The New Industrial Revolution*. New York : Pearson. Aubenas, F. (2010). *Le quai de Ouistreham*. Paris : L'Olivier.
- Bacqué, M.H. et Biewener, C. (2013). *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. Paris : La Découverte.
- Baecques (de), A. (2013). *La Traversée des Alpes. Essai d'histoire marchée*. Paris : Gallimard.
- Bastien, E., Barbouret, A., Debarge, C. et Le Nestour, C. (2013). *Génération végétale. Ils réinventent le monde*. Paris : Les arènes.
- Bailly, A. (1989). L'imaginaire spatial, plaidoyer pour une géographie des représentations. *Espaces Temps*, 40-41, 55-58.
- Bauman, Z. (2000). *Liquid Modernity*. Cambridge : Polity Press. Bey, H. (1997). *TAZ. Zone autonome temporaire*. Paris : L'Eclat.
- Bloch, E. (1982). *Le principe espérance, t. II. Les épures d'un monde meilleur*. Paris : Gallimard.
- Burret, A. (2015). *Tiers lieux et plus si affinités*. Limoges : FYP.
- Chalas, Y. et Soubeyran, O. (2009). Incertitude, environnement et aménagement . In Y. Chalas, Cl. Gilbert et D. Vinck, *Comment les acteurs s'arrangent avec l'incertitude* (pp.135- 157). Paris : Editions des archives contemporaines.
- Certeau (de), M. (1990). *L'invention du quotidien. T1 Arts de faire*. Paris : Gallimard. Claval, P. (1981). *La logique des villes. Essai d'urbanologie*. Paris : LITEC. Clément, G. (2004). Manifeste du tiers paysage. Montreuil : Sujet. Comité invisible (2007). *La révolution qui vient*. Paris : La Fabrique.
- Conjard, A., Gros, S., Gwiazdzinski, L., Martin-Juchat, F. et Ménissier, T. (2015). *L'atelier de l'imaginaire. Jouer l'action collective*. Grenoble : Elya Editions.
- Crenshaw, K. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics, *University of Chicago Legal Forum*, 140, 139-67.
- Debord, G. (1967). *La société du spectacle*. Paris : Buchet / Chastel. Debord, G. (2000). *Rapport sur la construction de situations*. Paris : Mille et une nuits.
- Deleuze, G. et Guattari, F. (1980). *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie*. Paris : Minuit.

⁴ Pasolini, « Le vide du pouvoir en Italie », *Corriere della sera*, 1er février 1975

- Deleuze, G. et Guattari, F. (1975). *Kafka, pour une littérature mineure*. Paris : Minuit. Dewey, J. (1934). *Art as experience*. New-York : The Berkeley publishing Group.
- Dilas-Rocherieux, Y. (2000). *L'utopie ou la mémoire du futur. De Thomas Moore à Lénine. Le rêve éternel d'une autre société*. Paris : Robert Laffont.
- Durand, G. (1960) *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*. Paris : Dunod. Frérot, O. (2015). *Solidarités émergentes. Institutions en germe*. Lyon : Chronique sociale. Graeber, D. (2014). *Comme si nous étions déjà libres*. Montréal : Lux éd.
- Giroud, M. (2007). *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, France.
- Glissant, E. (2005, 21 décembre). Interview au journal *Le Monde* [en ligne]. Disponible sur : http://www.lemonde.fr/disparitions/article/2011/02/04/pour-l-ecrivain-edouard-glissant-la-creolisation-du-monde-etait-irreversible_1474923_3382.html
- Gwiazdzinski, L. (2006). Chemins de traverse, la ville dans tous les sens. In Maud Le Floc'h, *Mission repérage. Un élu un artiste* (p.241-242). Montpellier : L'entretemps.
- Gwiazdzinski, L. (2009). Chronotopies. L'événementiel et l'éphémère dans la ville des 24 heures. *BAGF*, 86(3), 345-357.
- Gwiazdzinski, L. (2012). La métropole intermittente. Des temps de la fête à un urbanisme des temps. *Cidades, Revista científica*, 8(13), 318-335.
- Gwiazdzinski, L. (2013). De l'hypothèse de réversibilité à la ville malléable et augmentée. Vers un néo-situationnisme. In F. Sherrer F. et M. Vanier (dir.), *Villes, territoires, réversibilités* (pp.205-219). Paris : Hermann.
- Gwiazdzinski, L. (2014). De l'expérience géo-artistique à un nouveau design métropolitain. Hybridation des pratiques et esthétisation des espaces publics. In S. Dufoulon et J. Lolive (dir.), *Esthétiques des espaces publics* (pp.149-183). Paris : L'Harmattan
- Gwiazdzinski, L. et Frérot, O. (2015, 28 juillet). Penser le fragile et l'incertain en vue d'une société vive, *Libération* [en ligne]. Disponible sur : http://www.liberation.fr/societe/2015/07/28/penser-le-fragile-et-l-incertain-en-vue-d-une-societe-vive_1355271
- Gwiazdzinski L. (2016). Nouvelles explorations urbaines. Entre protocoles géographiques et néo-situationnisme. In N. Caritoux, *Psychogéographies, Poétiques de l'exploration urbaine* (pp.36-47). Milan : Mimesis.
- Habermas, J. (1988). *L'espace public*. Paris : Payot. Harvey, D. (2012). *Rebel Cities. From the right to the city to the urban revolution*. New-York : Verso.
- Hein, F. (2012). *Do It Yourself. Autodétermination et culture punk*. Congé-sur-Orne : Le passager clandestin.
- Hess, R. (2009). *Henri Lefebvre et la pensée du possible, Théorie des moments et construction de la personne*. Paris : Anthropos. Internationale situationniste (1958). *Bulletin central édité par les sections de l'Internationale situationniste*, Numéro 1. Jambes, J.-P. (2001). Territoires apprenants. Esquisses pour le développement local du XXIème siècle. Paris : L'Harmattan. Jonas, H. (2008). *Le principe responsabilité*. Paris : Flammarion.
- Korotavev, A. et Zinkina, J. (2011). Egyptian revolution : A Demographic Structural Analysis. *Entelequia, Revista Interdisciplinary*, 13, 139-65.
- Lallement M. (2015). *L'Âge du faire. Hacking, travail, anarchie*. Paris : Seuil.
- Lamarche-Vadel, G. (2015). *Politiques de l'appropriation*. Paris : L'Harmattan.

Larrousse, P. (1870). *Grand dictionnaire universel du XIXème siècle*. Paris : Larousse.

Laval, C. et Dardot P. (2014). *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La Découverte.

Lefebvre, H. (1947). *Critique de la vie quotidienne*. Paris : L'Arche.

Lefebvre H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos

Losson, C., De La Casinière, N. et Mouillard, S. (2014, 31 octobre). Dans l'écosystème zadiste. *Libération* [en ligne]. Disponible sur : http://www.liberation.fr/futurs/2014/10/31/dans-l-ecosysteme-zadiste_1133752

Magnaghi, A. (2000). *Le projet local*. Turino : Bollati Bolinghieri. Magnaghi, A. (2014). *La biorégion urbaine ; petit traité sur le territoire bien commun*. Paris : Eterotopia.

Maldiney, H. (1985). *Art et existence*. Paris : Klincksieck.

Maldiney, H. (2007). La rencontre et le lieu. In C. Younes. (dir.), *Henry Maldiney : philosophie, art et existence* (pp.163-180). Paris : Cerf.

Maldiney, H. (2012). *L'art, l'éclair de l'être*. Paris : Cerf.

Nicolas-Le Strat, P. (1996). Sujets et territoires du mouvement social (Marseille, Nantes, Toulouse et les autres). *Futur antérieur*, 33-34, 113-125.

Neumann, A. (2007). Oskar Negt, L'espace public oppositionnel. *Variations*, 9/10, 157-158.

Oldenburg, R. (1989). *The Great Good Place*. Paragon House.

Paba, G. (1990). *La città e il limite*. Florence : La Casa Usher.

Paquot, T. (2007). *Utopies et utopistes*. Paris : La Découverte.

Paquot, T. (2009). *L'espace public*. Paris : La Découverte.

Radjou N., Prabhu J., Ahuja S. (2012). *L'innovation Jugaad*, Paris : Diateino.

Ricoeur, P. (2005). *L'idéologie et l'utopie*. Paris : Seuil.

Ricoeur, P. (1966). Prévisions économiques et choix éthiques. *Esprit*, 346(2), 178-193.

Roberts, A.-F. (2013). Citoyennetés visuelles en compétition dans le Sénégal contemporain. In M. Diouf et R. Fredericks (dir), *Les arts de la citoyenneté au Sénégal* (pp.195-235). Paris : Karthala.

Rufin, J.-C. (2013). *Immortelle randonnée. Compostelle malgré moi*. Paris : Guérin.

Sennet, R. (2010). *Ce que sait la main, la culture de l'artisanat*. Paris : Albin Michel.

Simondon, G. (2006). *Cours sur la perception (1964-1965)*. Paris : la Transparence.

Stiegler, B. (2013). *De la misère symbolique*. Paris : Flammarion.

Straw W. (2002). Cities.Scene, Special issue. *Public*, 22/23. Toronto: Public Access/York University, 245-247.

Thoreau, H. D. (1997). *La désobéissance civile*. Paris : Mille et une nuits.

Turco, A. (2015). *Geografie politiche d'Africa. Tram, spazi, narrazione*. Milano : Unicopli.

Van Andel. P. et Bourcier, D. (2008). *De la sérendipité dans la science, la technique, l'art et le droit : leçons de l'inattendu*. Chambéry : L'Act mem.

Zarka, Y. C. (2010). Il n'y a plus d'ailleurs. *Cités*, 42, 3-7.

Citer l'article :

Gwiazdzinski L., 2016, « Nouvelles utopies du faire et du commun dans l'espace public », *Urbia* n°19, mai 2016, pp.123-144

Contact :

lucmarcg@gmail.com